

COMMENT LUTTER CONTRE LA RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS

UN GUIDE DE POCHE À L'INTENTION DES MINISTRES DE TOUS LES SECTEURS



Le présent guide a été élaboré par le Groupe de direction mondial sur la résistance aux antimicrobiens.¹

Ce guide s'adresse aux ministres mentionnés dans le présent document, mais son utilité peut être étendue à d'autres ministres compétents et autorités compétentes sur la base de dispositions spécifiques à chaque pays.

¹ Le [Groupe de direction mondial sur la résistance aux antimicrobiens](#) est composé de dirigeants et d'experts du monde entier qui travaillent ensemble pour accélérer l'action politique sur la résistance aux antimicrobiens. Le Groupe est coprésidé par Leurs Excellences Sheikh Hasina, Premier Ministre du Bangladesh, et Mia Amor Mottley, Première Ministre de la Barbade. Les services de secrétariat sont assurés par le Secrétariat conjoint quadripartite (QJS) sur la résistance aux antimicrobiens, une initiative conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA).



QU'EST-CE QUE LA RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS ?

- La résistance aux antimicrobiens (RAM) survient lorsque les bactéries, les virus, les champignons et les parasites ne répondent plus aux agents antimicrobiens. En raison de la résistance aux médicaments, les antibiotiques et autres agents antimicrobiens deviennent inefficaces et les infections deviennent difficiles, voire impossibles à traiter, ce qui augmente le risque de propagation de maladies, de maladies graves et de décès.
-
- L'émergence et la propagation de la RAM ont été accélérées par les facteurs suivants :
 - Utilisation d'antimicrobiens chez les humains, les animaux et les plantes ;
 - Mesures inadéquates d'assainissement, d'hygiène, de biosécurité et de lutte anti-infectieuse, et gestion inappropriée des déchets dans les établissements de soins, les communautés, les systèmes de production agricole et alimentaire ;
 - Absence d'accès équitable à des antimicrobiens, des vaccins et des produits de diagnostic d'un coût abordable et de qualité garantie ; et
 - Pollution provenant de la prestation des soins de santé, des systèmes agroalimentaires, de la production pharmaceutique.
-
- Parfois, les antimicrobiens administrés aux animaux et aux plantes sont identiques ou similaires à ceux utilisés pour traiter les humains et l'utilisation d'antimicrobiens dans un secteur peut en affecter d'autres.
-
- Une approche « Une seule santé » qui reconnaît que la santé des animaux, celle des humains, celle des végétaux et celle de l'environnement sont interdépendantes est essentielle pour lutter contre la RAM.



POURQUOI LA RAM EST-ELLE UNE QUESTION IMPORTANTE POUR TOUS LES MINISTRES ?

- La RAM a été décrite comme une pandémie silencieuse. Avec la crise climatique et la pandémie de COVID-19, la RAM est l'une des menaces sanitaires les plus importantes et les plus complexes auxquelles le monde est actuellement confronté ;
- Mais cette pandémie silencieuse n'est plus silencieuse. En 2019, les infections bactériennes résistantes aux médicaments ont contribué à près de cinq millions de décès, faisant de la RAM l'une des principales causes de décès dans le monde ;²
- L'augmentation de la RAM a également de graves répercussions sur la santé humaine et animale, le bien-être animal, les économies, la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire des aliments, les moyens de subsistance et le développement ;
- L'augmentation de la RAM entravera les progrès vers la réalisation de nombreux objectifs de développement durable (ODD), en particulier ceux axés sur la santé et le bien-être, la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire, l'environnement et la croissance économique ;³
- La Banque mondiale a estimé que si la résistance aux antimicrobiens n'est pas traitée, l'économie mondiale pourra perdre près de 4 % du produit intérieur brut (PIB) annuel d'ici 2050, l'impact le plus important se situant dans les pays à revenu intermédiaire inférieur (PRITI). L'absence de contrôle de la RAM pourrait plonger jusqu'à 28 millions de personnes dans la pauvreté d'ici 2050, principalement dans les PRITI ;⁴
- L'investissement dans la maîtrise de la RAM est très rentable, les bénéfices estimés dépassant largement les coûts.

2 Murray, C et. al (2022). « Global burden of bacterial antimicrobial resistance in 2019: a systematic analysis ». The Lancet. Disponible [ici](#).

3 FAO, OIE, OMS et PNUE (2021). « Résistance aux antimicrobiens et plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable : orientations pour les équipes de pays des Nations Unies ». Disponible [ici](#).

4 Groupe de la banque mondiale (2017). « Drug-Resistant Infections: A Threat to Our Economic Future. » Disponible [ici](#).



QUE PEUVENT FAIRE TOUS LES MINISTRES POUR LUTTER CONTRE LA RAM ?

- 1 **Coordonner les efforts et collaborer dans le cadre d'une initiative « Une seule santé » afin d'élaborer, de financer et de mettre en œuvre des plans d'action nationaux sur la RAM. Il s'agit notamment de mettre en place une structure intersectorielle efficace de gouvernance et de coordination « Une seule santé », dotée de responsabilités définies et de ressources adéquates ;**
- 2 **Développer, renforcer et intégrer les systèmes nationaux et internationaux de surveillance de la RAM « Une seule santé » afin de permettre aux pays de déterminer et de surveiller l'utilisation et les rejets d'antimicrobiens ainsi que la résistance à ceux-ci et de fixer des objectifs fondés sur la science et pertinents au niveau national pour une utilisation responsable et durable des antimicrobiens dans tous les secteurs ;**
- 3 **Accroître les ressources financières, l'infrastructure et la capacité technique de détecter, prévenir et lutter contre la RAM, et investir dans des mesures durables dans les écosystèmes de la santé humaine, de la santé animale, de l'alimentation, des végétaux et de l'environnement ;**
- 4 **Plaider en faveur de l'inclusion des questions liées à l'approche « Une seule santé » et à la résistance aux antimicrobiens dans les plans de préparation, de prévention et de riposte en cas de pandémie aux niveaux national, régional et mondial, y compris dans tout instrument mondial de lutte contre la pandémie ; et**
- 5 **Garantir l'accès et le recours à des tests de diagnostic existants et nouveaux qui soient abordables, aux outils de prévision des maladies, aux vaccins, aux solutions de rechange non antimicrobiennes sûres et efficaces et à une alimentation appropriée dans tous les secteurs afin d'optimiser la santé humaine et animale et de réduire le besoin d'antimicrobiens.**



QUE PEUT FAIRE UN MINISTRE DE LA SANTÉ POUR LUTTER CONTRE LA RAM ?

- 1 Proposer, mettre en œuvre et faire appliquer des lois et des politiques visant à réduire ou à éliminer l'utilisation d'antimicrobiens sans l'encadrement d'un prestataire de santé qualifié, tout en assurant un accès équitable à des antimicrobiens de qualité ;
- 2 Élaborer et mettre en œuvre des politiques et des protocoles de gestion des antimicrobiens dans les systèmes de santé humaine, qui comprennent une utilisation et un approvisionnement responsables et durables des antimicrobiens, ainsi que des approches efficaces de prévention et de gestion des déchets, notamment en collaboration avec d'autres ministères ;
- 3 Réduire le besoin d'utiliser des antimicrobiens et la propagation de la RAM par la mise en œuvre de mesures efficaces de lutte anti-infectieuse dans les soins de santé humaine, y compris la vaccination et la prestation de services adéquats d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) dans les établissements de santé ; et
- 4 En coordination avec d'autres secteurs, assurer une gouvernance efficace et une surveillance professionnelle de la vente de l'utilisation et de la gestion des antimicrobiens dans tous les secteurs, et financer et mettre en œuvre des politiques et des systèmes pour encourager, réglementer, faire respecter et gérer la chaîne d'approvisionnement en antimicrobiens de qualité garantie pour la santé des humains, des animaux et des végétaux/cultures, y compris des mesures visant à prévenir et à interdire la vente et l'utilisation d'antimicrobiens contrefaits ;



QUE PEUT FAIRE UN MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET/ OU DES PÊCHES POUR LUTTER CONTRE LA RAM ?

- 1 Élaborer et mettre en œuvre des cadres réglementaires et des politiques nationales à l'appui d'une utilisation responsable et durable des antimicrobiens dans la production agroalimentaire, en particulier les médicaments antimicrobiens d'une importance cruciale pour la santé humaine ;

- 2 Réduire le besoin d'utiliser des antimicrobiens ainsi que l'émergence et la propagation de la RAM par la mise en œuvre de politiques et de pratiques visant à améliorer la santé et le bien-être des animaux et à assurer des mesures efficaces de lutte anti-infectieuse dans les systèmes alimentaires et agricoles, y compris l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), la vaccination, l'accès aux produits de diagnostic, la sécurité biologique des exploitations agricoles et les mesures relatives à l'élevage et au bien-être des animaux ;

- 3 Proposer, élaborer et mettre en œuvre des lois et des politiques, des lignes directrices, des modes opératoires normalisés et des normes pour traiter et/ou gérer efficacement les rejets de déchets provenant des fermes d'élevage d'animaux terrestres et aquatiques destinés à l'alimentation et des champs de culture ; et

- 4 Prendre en considération les [lignes directrices du CODEX sur le suivi et la surveillance intégrés de la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire](#) et le [Code d'usages visant à réduire au minimum et à maîtriser la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire](#) dans la conception et la mise en œuvre des mesures et programmes nationaux visant à atténuer et à surveiller le risque de RAM d'origine alimentaire.



QUE PEUT FAIRE UN MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET/OU DE L'EAU POUR LUTTER CONTRE LA RAM ?

- 1** Élaborer et mettre en œuvre des cadres réglementaires, des lignes directrices, des modes opératoires normalisés et des normes pour assurer la réduction des produits chimiques et autres polluants qui augmentent le risque de résistance aux antimicrobiens. Réduire au minimum, mieux contrôler et surveiller la distribution et le rejet dans l'environnement d'antimicrobiens, de microbes résistants aux antimicrobiens et de déterminants de la RAM (par exemple, certains métaux, biocides, produits chimiques désinfectants) provenant des systèmes agroalimentaires, des installations de fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques, des milieux communautaires et des systèmes de santé humaine ;

- 2** Planifier et investir dans les infrastructures de contrôle de la pollution et de gestion des déchets. Élaborer, mettre en œuvre et surveiller des systèmes de réduction, de ségrégation appropriée, de traitement et/ou d'élimination des antimicrobiens et des substances contenant des antimicrobiens dans tous les secteurs (y compris les aliments pour animaux et les déchets humains, animaux et végétaux) ; et

- 3** Inclure des évaluations des risques, ainsi que des politiques et/ou des règlements concernant les mesures de prévention et de gestion dans les plans d'action nationaux sur la RAM afin de minimiser l'impact des rejets dans l'environnement de polluants chimiques et biologiques contenant des résidus d'antimicrobiens ou des microbes résistants.



QUE PEUT FAIRE UN MINISTRE DES FINANCES POUR LUTTER CONTRE LA RAM ?

- 1 Soutenir et inclure un financement durable pour la mise en œuvre des plans d'action nationaux sur la RAM et pour la recherche dans les budgets nationaux de tous les secteurs, y compris dans les plans nationaux de prévention, préparation et riposte face aux pandémies, et veiller à ce que les ministères des finances et les autres ministères responsables de l'allocation des ressources nationales reconnaissent le caractère urgent de la lutte contre la RAM dans tous les secteurs et la soutiennent ;
- 2 Garantir un investissement soutenu et accru dans la lutte anti-infectieuse, les interventions de sûreté biologique, l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), et la prévention de la pollution dans tous les secteurs ; et
- 3 Inclure des interventions visant à lutter contre la résistance aux antimicrobiens dans les demandes de financement externe par l'intermédiaire de l'ensemble des institutions et des mécanismes de financement, y compris la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, afin d'atteindre les ODD, y compris le financement pour catalyser une riposte efficace fondée sur l'approche « Une seule santé ».



QUE PEUT FAIRE UN MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE POUR LUTTER CONTRE LA RAM ?

- 1 Mettre en œuvre des normes visant à prévenir la pollution due à la fabrication d'antimicrobiens et prendre en considération les aspects environnementaux des pratiques de fabrication pour la prévention de la résistance aux antimicrobiens⁵ (concerne en particulier les fabricants et les inspecteurs) ; et
- 2 Veiller à ce que les politiques commerciales et industrielles facilitent l'accès à des antimicrobiens de qualité ainsi que leur production au niveau national tout en atténuant l'importation/exportation et la commercialisation d'antimicrobiens de qualité inférieure et falsifiés.

5 TRS 1025 Annexe 6 : : Points to consider for manufacturers and inspectors: environmental aspects of manufacturing for the prevention of antimicrobial resistance. Disponible [ici](#).



QUE PEUT FAIRE UN MINISTRE DE L'ÉDUCATION OU DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION POUR LUTTER CONTRE LA RAM ?

- 1** Veiller à ce que la RAM et les sujets liés à la RAM soient inclus dans les programmes scolaires, les programmes pertinents d'enseignement, de formation, de certification et de perfectionnement professionnels pour la santé humaine, la santé animale, l'agriculture, les systèmes alimentaires et l'environnement ;

- 2** Veiller à ce que des fonds durables soient alloués pour soutenir la recherche et le développement, dans les secteurs public et privé, de nouveaux antimicrobiens (en particulier les antibiotiques) abordables, de vaccins, de tests de diagnostic, d'outils de prévision des maladies, d'outils de gestion des déchets, de produits de substitution non antimicrobiens sûrs et efficaces, d'une alimentation appropriée pour prévenir, contrôler et traiter les infections chez les animaux terrestres et aquatiques (et, le cas échéant, chez les plantes), de nouvelles technologies pour réduire l'utilisation d'antimicrobiens et la résistance à ces derniers, et les impacts de la crise climatique et de la perte de biodiversité sur la résistance aux antimicrobiens ;

- 3** Élaborer des mesures incitatives et établir des partenariats public-privé pour promouvoir l'innovation et l'accès à la recherche-développement liés à la résistance aux antimicrobiens.



AUTRES RESSOURCES DU GROUPE DE DIRECTION MONDIAL SUR LA RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS

- **Note d'information sur la Surveillance de la résistance aux antimicrobiens et de leur utilisation** 

- **Note d'information sur le Financement dédié à la lutte contre la résistance aux antimicrobiens** 

- **Note d'information sur la Résistance aux antimicrobiens et crise climatique** 

- **Déclaration sur l'Utilisation des antimicrobiens dans les systèmes alimentaires** 

- **Déclaration sur la Réduction des rejets d'antimicrobiens issus des systèmes alimentaires, des installations de production et des systèmes de santé humaine dans l'environnement** 

- **Déclaration sur les Raisons pour lesquelles la RAM doit être un élément fondamental de l'Instrument international sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies** 

COORDONNÉES

- amrleaders.org
- amr-glg@who.int
- [@GLGAMR](https://twitter.com/GLGAMR)

L'Alliance quadripartite, composée de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation mondiale de la santé animale, fournit des services de secrétariat au Groupe de direction mondial sur la résistance aux antimicrobiens.

